

14 MARS 2017

## Seize maires se réunissent pour sauver le lac Saint-Pierre

Par: Sarah-Eve Charland



La première rencontre du caucus des maires des municipalités riveraines du lac Saint-Pierre s'est tenue le 14 mars à l'Hôtel de Ville de Sorel-Tracy. | TC Média - Sarah-Eve Charland

Seize maires d'autant de municipalités se sont réunis afin d'établir les priorités d'action pour rétablir la santé environnementale du lac Saint-Pierre.

Le Comité sur la gestion du littoral et des pratiques agricoles a été créé par la Table de concertation régionale du lac Saint-Pierre. Le gouvernement a donné le mandat en octobre 2015 d'élaborer un plan



d'action qui a été présenté le 14 mars aux seize maires des municipalités riveraines.

« Il y a un consensus sur l'état du lac Saint-Pierre. On sait que le lac Saint-Pierre est un outil économique important, mais tout d'abord, il faut s'assurer de sa longévité », affirme le maire de Trois-Rivières, Yves Lévesque.

Le statu quo n'est plus acceptable, concluent les maires. « L'un des indicateurs de l'état de santé du lac Saint-Pierre est la diminution de la perchaude. Le gouvernement a mis en place un moratoire il y a cinq ans. Depuis, il ne s'est rien passé. On peut supposer que la situation ne s'est pas améliorée. Si on ne fait rien, la situation va continuer de se détériorer », assure le maire de Sainte-Anne-de-Sorel, Michel Péloquin.

Les maires arrivent au même constat : l'agriculture entraîne des impacts importants à la détérioration du lac Saint-Pierre. C'est pour cette raison qu'ils souhaitent travailler afin de créer une harmonie entre l'agriculture et de la protection du littoral.

Le plan d'action, élaboré en collaboration avec l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent, sera présenté aux conseils municipaux et aux MRC touchés.

« On a cette responsabilité, en tant que maire, d'appuyer la Table de concertation dans ses démarches. On sait que ce plan a un grand respect, autant pour les agriculteurs que pour les organismes, pour la conservation du lac Saint-Pierre », croit le maire de Sorel-Tracy, Serge Péloquin.

Les maires interpellent le gouvernement du Québec qui doit jouer un rôle dans cette démarche, croient-ils.

« Les impacts que cela pourrait engendrer dans le domaine agricole doivent être assumés par le gouvernement afin d'obtenir un consensus auprès des agriculteurs », poursuit M. Lévesque.

### **Priorités**

– Exiger la tenue d'une rencontre avec les ministres du gouvernement du Québec dans les plus brefs délais pour obtenir un engagement clair quant



aux mesures du plan d'action de la Table de concertation régionale du lac Saint-Pierre.

- S'assurer de la mise en place d'un pôle d'expertise agroenvironnementale pour développer de nouvelles cultures et des pratiques innovantes sans pénaliser les agriculteurs.
- Tenir une nouvelle rencontre au printemps pour faire le bilan des actions et poursuivre la mobilisation.